

HOSPITALIERS

La démonstration de force

Les différents syndicats de la santé, tous corps confondus, se sont mobilisés, pour la première fois, tous ensemble, pour dire «non» à l'avant-projet de la loi sur la santé.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -Les médecins hospitaliers sortent un carton rouge à leur ministre de tutelle, Djamel Ould Abbès. L'entente entre les deux parties n'aura duré finalement qu'un court laps de temps. La corporation menace d'aller de nouveau vers d'autres formes de contestation. Les syndicats autonomes du secteur refusent de servir de décor et

veulent être considérés comme un véritable partenaire social. Les médecins généralistes, les résidents, les spécialistes, les maîtres-assistants, les professeurs et les docents se sont joints à la liste des mécontents. A l'appel de leurs syndicats respectifs, ils ont organisé un rassemblement de protestation, hier matin, au CHU Mustapha-Pacha, à Alger. Ils

sont venus de toutes les wilayas pour dénoncer, aux côtés des paramédicaux, déjà en grève illimitée, l'avant-projet de loi sanitaire élaboré par le département d'Ould Abbès. «Si la tutelle veut revoir le système de santé, cela doit se faire en concertation avec les autres parties concernées» disent-ils. Les médecins hospitaliers, qui ont organisé une marche à l'intérieur de l'établissement, n'ont pas manqué de scander des slogans hostiles à la tutelle. Le personnel de la santé s'est mobilisé pour la première fois à l'unisson pour faire pression sur le ministre de la Santé. Selon les syndicats,



Photo : Samir Sid

Rassemblement de protestation au CHU Mustapha-Pacha.

la conférence nationale sur la santé, organisée le mois dernier par le ministère de la Santé, n'était qu'une simple

formalité pour justifier un projet déjà ficelé. Pour preuve, disent-ils, l'avant-projet a été déposé au niveau du gouvernement. Un fait accompli qu'ils ne comptent pas accepter, revendiquant la participation à l'élaboration de cet avant-projet appelé à régir leur secteur durant les trente années à venir. «Il est donc hors de question de travailler dans la précipitation», déclarent-ils.

Le personnel de la santé attend une réaction positive de la part du ministre, car dans le cas contraire, il est prêt, menace-t-il, de mener d'autres actions de protestation.

S. A.

DJAMEL OULD-ABBÈS

DEPUIS AÏN DEFLA :

«La grève est une non-assistance à personne en danger»

Interpellé, hier par le personnel paramédical en débrayage, il a affirmé en exhibant trois copies des décrets relatifs au statut des paramédicaux, des sages-femmes, des écoles supérieures de formation pour le personnel paramédical : «Je vous rassure, ces trois décrets ont été déposés le 31 janvier dernier en conseil de gouvernement pour approbation. Ils vont être examinés dans les tout prochains jours et la grève a été entreprise après cette date.»

«Pourquoi alors cette grève ? Elle n'est pas justifiée puisque le travail a été fait», a-t-il déclaré. Sur la situation qui découle de la grève des paramédicaux, il a relevé : «Il y a des malades qui ne peuvent souffrir d'un retard de soins, d'interventions chirurgicales, chimio et radiothérapies, notamment les cancéreux. On veut les tuer. Ce comportement est inhumain. J'en suis profondément peiné et je ne l'admets pas. C'est de la non-assistance à personne en danger.» Et d'ajouter : «D'ailleurs au niveau de certains CAC (centres anti-cancer), nous avons une liste de dossiers de ce genre.»

Karim O.

Professeur Djidjli, président du syndicat des professeurs et docents :

«Cette manière de faire du ministre de la Santé est finalement un mal nécessaire. Il nous a permis de nous réunir tous ensemble pour la première fois pour dire qu'on n'est pas prêts d'accepter ce genre de comportement. Nous avons demandé de revoir le système de santé qui est devenu obsolète mais il faut du temps pour y arriver. Cela doit se faire sur la base d'une méthode scientifique et dans des conditions acceptables. Le ministre nous a réunis pour discuter d'un avant-projet déjà déposé au niveau du Parlement. Nous ne voulons pas servir de décor, nous exigeons une participation effective et nous demandons le dialogue mais pas de la manière dont l'entend, le ministre.»

D' Youcefi, président du Syndicat national des praticiens spécialistes (SNPSSP) :

«Nous sommes là aujourd'hui pour exprimer notre refus sur la manière avec laquelle le ministre fonctionne, essentiellement concernant le choix du partenaire social. Le ministre est en train de négocier avec des personnes qui ne représentent qu'eux-mêmes. Nous avons toujours demandé une nouvelle loi sanitaire mais pas de cette manière. Le projet a été déjà préparé ailleurs, et nous n'acceptons pas cette mascarade.»

D' Merabet : président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) :

«C'est une manière de répondre aux pouvoirs publics, notamment le ministre, pour leur dire que les syndicats autonomes de la santé sont là et sont habilités à parler au nom des professionnels, et leur dire aussi que nous n'acceptons pas que d'autres personnes étrangères au secteur s'immiscent dans nos affaires. Nous nous sommes solidarisés en tant que praticiens pour la première fois en Algérie, et j'espère que ça sera le départ d'un processus qui permettra la création d'un espace concret qui réunira d'une manière formelle tous les syndicats. Aujourd'hui, nous revendiquons notre participation à l'élaboration de la loi sanitaire».

D' Bekkat : président du Conseil de l'Ordre des médecins :

«Le conseil participe à ce mouvement de protestation pour demander une loi sanitaire qui prenne en considération les avis de l'ensemble de la corporation. Nous avons demandé des assises de la santé mais pas de la manière dont Ould-Abbès les avait organisées où nous n'étions qu'une partie du décor. Nous demandons un dialogue véritable pour que tous les partenaires puissent participer vraiment à ce projet qui engage le secteur pour les années à venir.»

S. A.

LES ÉTUDIANTS CONTINUENT LEUR RASSEMBLEMENT DEVANT LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT

«Nous voulons du concret, pas de discours s'il vous plaît !»

L'abrogation du décret 10-135 n'a pas calmé les étudiants qui maintiennent leur rassemblement devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et dans les établissements universitaires du pays.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «Qu'en est-il de l'équivalence des diplômes, du réechelonnement et de toutes les autres revendications adressés à la tutelle, se sont interrogés, hier, les étudiants qui continuaient d'affluer au ministère de l'Enseignement supérieur pour observer leur rassemblement habituel. «Selon la presse, le décret a été abrogé mais nous n'avons rien reçu, ni rien vu encore !», dira Adel. «Abroger ce décret signifie revenir à celui de 2007 qui propose le même classement dévalorisant des diplômes. Les magistères sont au 13^e échelon, au même titre que les masters, donc, aucun changement», s'exclame Hakim.

Les étudiants refusent une abrogation «floue» qui a été proposée sans considérer leurs revendications et sans les impliquer dans les décisions portant sur leur avenir.

Les délégués des huit écoles nationales supérieures (Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme, Ecole nationale polytechnique, Ecole supérieure d'informatique, Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral, Ecole nationale supérieure des travaux publics, Ecole nationale supérieure d'agronomie, Ecole nationale supérieure

des statistiques et d'économie appliquée, Ecole nationale supérieure d'hydraulique- Blida) ont sollicité, lundi, une audience avec le ministre de l'Enseignement supérieur mais ce dernier ne les a pas reçus. C'est la déception et la colère dans les rangs des étudiants.

«Mercredi matin, nous sommes entrés au ministère et avons attendu une demi-heure avant qu'un sous-fifre ne vienne nous expliquer gentiment que M. Harraoubia était en réunion pour l'abrogation dudit décret», a indiqué Célia, l'une des délégués, ajoutant que les représentants des étudiants ont souhaité rencontrer le ministre ou assister à cette même réunion qui décidera de leur sort.

«Au ministère, ils nous ont assommé à coups de "peut-être"».

L'on nous qualifie souvent de pôle d'excellence, mais en réalité, on ne veut pas de nous dans les négociations qui nous concernent.»

Par ailleurs, et concernant la graduation, les délégués des huit écoles supérieures demandent d'attribuer un double diplôme (master-ingénieur d'état avec un statut particulier pour les ingénieurs d'état), d'intégrer en 3^e année du cycle long de l'ingéniorat des étudiants des dernières promotions TS

et DEUA et, enfin, de bénéficier de tous les avantages attribués aux titulaires d'un master et d'un ingénieur d'état. Quant à la post-graduation, ils exigent la valorisation du magistère, l'instauration d'écoles doctorales au niveau de toutes les grandes écoles et que l'accès aux écoles se fasse sur concours et non sur la base de l'étude du dossier.

L'ENA encore en grève, l'USTHB suspend la sienne

Les étudiants de l'Ecole nationale d'administration maintiennent leur grève. L'annulation du décret ne change rien. «Nos revendications ne concernent pas seulement ce texte de loi», dit-on. En effet, les grévistes demandent le classement de leur diplôme dans une catégorie supérieure, l'obtention de l'équivalence académique de leur diplôme et l'affectation des élèves vers des fonctions qui leur permettent de contribuer à consolider les fondements d'une administration moderne et dynamique.

«Nous voulons également que notre tutelle, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, se préoccupe de nous et que les responsables viennent nous voir pour s'enquérir de notre situation», affirme des étudiants.

En outre, les dix départements et instituts de l'Université des sciences et technologie Houari-Boumediène (USTHB) ont suspen-

du leur débrayage. Les cours ont repris normalement aujourd'hui. «Une partie des revendications a été satisfaite. Tout était paralysé depuis 15 jours, nous aurons une rencontre la semaine prochaine avec le recteur et nous verrons comment les choses évolueront», nous confie Athmane, l'un des délégués des étudiants, ajoutant que les étudiants ignorent totalement comment l'équivalence des diplômes sera appliquée et si l'ancien décret sera remplacé par un nouveau. Lequel ? Comment ? Et quand ? «On n'en sait rien encore. La grève peut reprendre à tout moment. Comment un décret peut

être promulgué alors que le directeur de la formation ignore son contenu ? Nous voulons plus de communication et de dialogue avec l'administration et avec la tutelle», insiste-t-il. Pour rappel, le problème ne touche pas seulement les écoles supérieures, mais s'étend également à tous les établissements supérieurs qui appliquent le système classique (universités de Boumerdes, Oran, Tizi-Ouzou, Bab-Ezzouar, Annaba, Constantine, M'sila...). Les rassemblements et les grèves sont initiés par les étudiants, et aucun parti politique ou autre organisme universitaire n'est derrière.

I. B.

APRÈS L'AGRESSION D'UNE ÉTUDIANTE DANS L'ENCEINTE UNIVERSITAIRE Manifestations à Bouzaréah

Des manifestations spontanées ont eu lieu hier à la Faculté de Bouzaréah pour dénoncer l'insécurité dans l'enceinte de cet établissement universitaire. Tout a éclaté après l'agression, à l'aide d'une arme blanche, d'une étudiante vers 7h15 du matin, à côté de l'amphithéâtre Ben-Salem. La victime, qui a été transférée à l'hôpital, car blessée grièvement, selon des témoins, devait passer un examen à 8h. «La Fac n'est pas clôturée ni sécurisée. Des étrangers peuvent ainsi y accéder», affirme-t-on. «Quand nous sommes allés nous plaindre à des agents de sécurité, ils nous ont répondu que les étudiantes étaient agressées parce qu'elles s'habillaient d'une manière aguichante, ce qui provoquerait les voyous» raconte une étudiante. Les forces de l'ordre ont été dépêchées immédiatement sur les lieux, mais sans intervenir. De ces manifestations est née un comité indépendant pour défendre le droit à la sécurité dans les établissements universitaires. Et les étudiants comptent bien faire entendre leurs voix.

I. B.